



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

Guerre du Tigré : Un conflit entre ethnonationalisme et éthiopianisme ?

Roxana Mădălina Mateș

Faculté d'études européennes, Université Babeș-Bolyai, Roumanie

matesroxana94@yahoo.com

<https://orcid.org/0000-0002-5258-5501>

Reçu le 08-11-2022 / Évalué le 18-11-2022 / Accepté le 06-12-2022

Résumé

L'article vise à analyser l'impact de la transition du fédéralisme ethnique à l'État-nation unitaire en Éthiopie. Bien que cette action apparemment conciliante ait dû apporter la paix et renforcer l'identité nationale dans le pays, elle n'a eu aucun impact positif sur l'unité du peuple éthiopien et cet aspect est illustré par le déroulement du conflit actuel dans la région du Tigré. Le conflit, qui est décrit dans l'article comme le symbole d'une transition ratée, peut être interprété selon les perspectives suivantes: d'une part, comme le résultat de la réaction des Tigréens à la perte de leur pouvoir ou de leur domination au sein de la fédération ethnique et d'autre part, comme le désir de l'actuel Premier ministre de consolider le contrôle de son nouveau parti. En outre, la communauté tigrée décrit cette situation comme l'intention du gouvernement de marginaliser leur groupe ethnique, en favorisant en même temps la position dominante des Amhara. Tant que des négociations interethniques et un dialogue de type consociatif n'auront pas lieu, le conflit dans le pays persistera.

Mots-clés : fédéralisme ethnique, identité nationale, conflit du Tigré, transition ratée; réconciliation

Războiul din Tigrai : Un conflict între naționalismul etnic și etiopianism ?

Rezumat

Articolul își propune să explice consecințele tranziției de la federalismul etnic la statul unitar în Etiopia. Deși se aștepta ca această acțiune să aducă pacea în țară și să reactualizeze importanța identității naționale, ea nu a avut un impact pozitiv asupra unității poporului, iar acest aspect este evidențiat prin însăși existența și desfășurarea conflictului din regiunea Tigrai. Conflictul, care reprezintă simbolul unei tranziții eșuate, poate fi interpretat în funcție de următoarele perspective: pe de o parte, ca rezultatul reacției comunității din regiunea Tigrai la pierderea puterii și dominației în cadrul federației etnice și pe de altă parte, ca dorința actualului prim-ministru de a consolida controlul impus de noul său partid. De asemenea, comunitatea din Tigrai descrie situația drept rezultatul unei strategii de marginalizare conduse de guvern, care favorizează totodată poziția dominantă a grupului etnic Amhara. Atât timp cât negocierile interetnice și un dialog care să îmbrățișeze

principiile consociaționalismului nu se vor concretiza, conflictul din Etiopia va persista.

Cuvinte-cheie: federalism etnic, identitate națională, conflictul din Tigrai, tranziție eşuată, reconciliere

Ethiopia's Tigray Conflict: A dispute between Ethnonationalism and pan-Ethiopianism?

Abstract

The article aims to explain the consequences of the transition from ethnic federalism to the unitary nation state in Ethiopia. Although this apparently conciliatory action was expected to bring peace and prosperity and to strengthen the national identity in the country, it did not have any positive impact on the unity of the Ethiopian people, an aspect which can be illustrated through the existence and unfolding of the current conflict in the Tigray Region. The conflict, which represents the symbol of a failed transition, can be interpreted according to the following perspectives: on the one hand, as a result of the Tigrayans' reaction to their loss of power or domination within the ethnic federation and on the other hand, as the need of the current Prime Minister to strengthen the control of his newly established party. Moreover, the Tigrayan community describes this situation as the government's intention to marginalize their specific ethnic group, by favouring at the same time the Amhara's dominant position. As long as inter-ethnic negotiations and a consociational type of dialogue are not held, the conflict in the country will persist.

Keywords: ethnic federalism, national identity, Tigray conflict, failed transition; reconciliation

Le contexte du conflit dans la région du Tigré

Bien que l'Éthiopie ait réussi à échapper à la domination coloniale européenne, étant considérée comme un symbole de l'indépendance africaine, la littérature présentant la situation socio-politique du pays décrit la population éthiopienne comme emprisonnée et opprimée par rapport aux divers régimes tumultueux du pays (Olika, 2012 : 68). Une image générale de l'histoire éthiopienne illustre l'évolution violente du pays, marquée par une myriade d'antagonismes entre les principaux groupes ethniques. L'Éthiopie compte plus de 80 groupes ethniques, les groupes dominants étant représentés par les Oromos, les Amharas et les Tigréens. Alors que les communautés des Oromo et des Amhara représentent 34,5 pour cent, respectivement 26,9 pour cent de la population, le groupe des Tigréens représente 6,1 % (Pellet, 2021 : 11). Bien que minoritaire, l'ethnie tigréenne a pris une position ferme contre la décision du Premier ministre d'adopter la forme unitaire de l'État, cette insatisfaction représentant la cause profonde du conflit actuel dans la région du Tigré. Afin de mettre l'accent sur le contexte général du conflit ethnique actuel, l'article présentera d'abord une brève histoire de l'Éthiopie depuis le XX^e siècle.

Pendant le règne de Haïlé Sélassié, de 1930 à 1974, il y a eu de nombreux changements qui ont conduit à la modernisation remarquable du pays. En outre, une stratégie d'homogénéisation et d'assimilation a été appliquée, qui s'est reflétée dans le développement d'un État centralisé dominé par les Amhara. L'invasion de l'Éthiopie par les troupes italiennes en 1935 a déterminé l'empereur à s'exiler en Grande-Bretagne. Cependant, la domination coloniale de l'Italie a été brève dans la mesure où le pays européen a finalement été évincé de l'Éthiopie en 1941 (Van der Beken, 2007 : 22). Les dernières années du règne de Haïlé Sélassié ont été marquées par mécontentement et une opposition généralisée face à l'échec des réformes économiques et politiques prises dans l'empire. Les conséquences des réformes, combinées à l'inflation croissante, la corruption et la famine, ont conduit à la révolution militaire de 1974. Le Comité de coordination des forces armées, de la police et de l'armée territoriale, également appelé le Derg, a été formé et l'officier de l'armée Mengistu Haile Mariam en est devenu le président. Le Derg a commencé à arrêter les membres de l'aristocratie, des militaires et du gouvernement qui étaient loyaux à l'empereur, et finit par emprisonner Haïlé Mariam Sélassié lui-même. La transition de l'impérialisme au régime militaire a rencontré une myriade de difficultés, telles que l'insatisfaction de la population face au régime autoritaire du Derg, mais aussi certaines calamités naturelles imprévisibles pendant les années 1980 (par exemple, la sécheresse et la famine de 1984-1985, dont la gestion a été condamnée par la communauté internationale).

Sous le Derg, l'Éthiopie est devenue un État socialiste, le socialisme éthiopien ayant été défini selon les concepts suivants : autonomie, dignité du travail et suprématie du bien commun. Le régime marxiste-léniniste du Derg a également été marqué par un niveau accru d'oppression, qui plus tard a encouragé la formation du Parti révolutionnaire populaire éthiopien (EPRF), une coalition d'intellectuels, d'étudiants, d'enseignants, et de bureaucrates. Les attaques terroristes de l'EPRF contre le Derg ont reçu une réponse immédiate, reflétée dans la campagne de Terreur rouge du gouvernement, qui impliquait l'assassinat systématique des membres et sympathisants de l'EPRF, en particulier des étudiants. De plus, la campagne de Terreur rouge comprenait une approche psychologique violente à travers la torture de nombreux prisonniers, qui se sentaient « au-dessus des morts et au-dessous des vivants » (Olika, 2012 : 74). En conséquence, le Derg a ciblé directement toutes les personnes qui réclamaient une transition démocratique et le respect des droits de l'homme, les considérant comme des antirévolutionnaires et des ennemis du régime et, par conséquent, établissant un climat général de peur et d'anxiété.

Dans les années 1980, les facteurs internes et internationaux ont affaibli le régime communiste en Éthiopie. D'un côté, une famine interne sévère a contribué

à la mort de plus d'un million de citoyens, tandis que de l'autre côté, les réformes de glasnost de Gorbatchev ont conduit à un niveau réduit d'assistance militaire pour le pays marxiste africain. Dans le même temps, de nombreux groupes politiques (qui plus tard sont devenus des partis politiques) ont été formés sur le critère de l'appartenance ethnique (l'Érythrée, le Tigré et les fronts de libération d'Oromo). Bien que toute manifestation d'identité régionale ait été considérée comme contre-révolutionnaire pendant la période de Terreur rouge du Derg, un besoin impérieux des communautés ethniques de voir la fin de leur oppression a émergé à cette époque (Joireman, 1997 : 391). Ainsi, c'est la suppression de l'ethnicité dans le pays qui a conduit au développement ultérieur du nationalisme ethnique (Bayu, 2021 : 2).

En mai 1991, en raison du contexte international et de la décision de Mengistu de s'envoler pour le Zimbabwe, le régime militaire socialiste de Derg a été changé par la prise du pouvoir par l'EPRDF (Front démocratique révolutionnaire des peuples éthiopiens), souvent défini dans la littérature comme une continuation ou un reflet de l'héritage autoritaire de ses prédécesseurs. L'EPRDF se composait des quatre groupes principaux: l'Organisation démocratique du peuple Oromo, le Mouvement démocratique national Amhara, le Front démocratique du peuple sud-éthiopien et le Front de libération du peuple du Tigré, qui était en fait son fondateur. Bien que le but de la coalition ait été une meilleure représentation des ethnies de l'État, l'acteur dominant dans l'alliance était le Front de libération du peuple du Tigré. L'Éthiopie, après 1991, a été façonnée par une constante oscillation entre les promesses de démocratisation du parti au pouvoir et le refus réel d'appliquer ces promesses. La nouvelle image de la société éthiopienne a été construite sur le fédéralisme ethnique, le droit à l'autodétermination ethnonationale et l'autonomie culturelle (Hagmann, Abbink, 2011 : 582-584). Ainsi, la principale hypothèse idéologique de l'EPRDF était que la démocratie dans le pays ne pouvait être garantie que par le respect du principe d'ethnicité (Abbink, 2007 : 152). À cet égard, le pays a été divisé en neuf États régionaux, le but de ce système ayant été l'unité du pays par l'autonomie des différents groupes ethniques. L'EPRDF a changé la nature de l'État ethnocratique dominé par les Amhara, en le transformant en État multiethnique. Cependant, bien qu'il ait été établi une constitution qui embrassait les préoccupations ethniques, un groupe central dominant prévalait toujours, à savoir les Tigréens.

L'EPRDF a appliqué l'idéologie de la démocratie révolutionnaire, qui avait encore le marxisme-léninisme comme fondement principal. Cette approche était différente de la conception prolétarienne traditionnelle de la lutte de classe, car le groupe référent n'était plus identifié à la classe ouvrière, mais aux groupes ethniques opprimés, dont la majorité était représentée par les paysans. Par conséquent, la

nouvelle révolution impliquait la participation et la représentation égales de tous les groupes ethniques du pays, situation qui était assurée par l'application du fédéralisme ethnique. La deuxième phase de la démocratie révolutionnaire a consisté à passer de l'objectif du fédéralisme ethnique à celui de l'État développementaliste, qui supposait la lutte contre le niveau élevé de pauvreté dans le pays (Aalen, 2020 : 3-7).

La première réforme de l'administration de l'EPRDF s'est concrétisée par l'application du principe de libéralisation économique. Une charte transitoire a également été adoptée tout au long d'une conférence nationale, qui a accordé une attention significative à la composition de la population multiethnique du pays. Il s'est formé le Conseil des ministres et le Conseil des représentants, le dernier étant composé de représentants des mouvements de libération nationale. De plus, le chef de l'État, le Premier ministre, le vice-président et le secrétaire du Conseil des représentants devaient représenter des identités ethniques distinctes et une constitution fédérale a été introduite, structurant le pays selon des lignes ethnolinguistiques. Néanmoins, l'évolution politique la plus importante au cours de la période de l'EPRDF peut être perçue comme un paradoxe en raison de la consolidation d'un régime centralisé au sein d'un système fédéral (Aalen, 2002 : 1).

Lorsque Meles Zenawi, le leader de l'EPRDF, est décédé en 2012, les quatre partis de la coalition ne pouvaient plus atteindre le niveau d'harmonie nécessaire pour partager collectivement le pouvoir. Le nouveau Premier ministre, Hailemariam Desalegn, représentant l'ethnie Wolaytta, a dû faire face à des protestations majeures des peuples Oromo et Amhara, qui se sont plaints du problème du favoritisme ethnique (système en faveur de la communauté tigréenne). Ainsi, depuis 2016, le pays a connu un niveau élevé d'insatisfaction, après quoi Abiy Ahmed est devenu Premier ministre par intérim en 2019. Abiy Ahmed a proposé la création d'un nouveau parti, qui devait promouvoir une idéologie de l'unité en s'éloignant du principe du fédéralisme ethnique. Bien qu'il ait été formé comme une fusion des trois anciens partis membres de l'EPRDF et des anciens affiliés de l'EPRDF, le Parti de la prospérité d'Abiy n'a pas été perçu positivement par les fondateurs de l'EPRDF, à savoir les dirigeants du Front de libération du peuple du Tigré. Ainsi, le TPLF est devenu le seul parti d'opposition important dans le pays, qui s'opposait à l'idéologie de minimiser l'autonomie régionale.

Abandonner l'ethnofédéralisme et le début du conflit au Tigré

Au début de son règne, également appelé « lune de miel », Abiy a libéré des milliers de prisonniers politiques, a promis l'organisation d'élections démocratiques et a fait la paix avec l'Érythrée, une action pour laquelle il est devenu lauréat du prix Nobel en 2019. En même temps, l'euphorie initiale de la population a été

déterminée par la décision de nommer un gouvernement paritaire, Sahle-Work Zewde devenant la première femme présidente de l'Éthiopie. Néanmoins, ces actions peuvent être perçues comme superficielles et temporaires, parce qu'après qu'Abiy avait assuré sa consolidation du pouvoir, ses efforts pour accomplir une transition démocratique ont commencé à s'estomper. Par conséquent, tous les concurrents potentiels ont été persécutés et éliminés du jeu politique, y compris ceux de son parti régional, à savoir le Parti démocratique Oromo. Les Tigréens se sont également sentis particulièrement visés par le processus d'élimination des anciens élites et fonctionnaires (Blanchard, 2021 : 5).

En tant qu'idéologie politique, Abiy Ahmed envisageait d'appliquer le concept de Medemer, qui représente une politique de compromis, de consensus politique et de réconciliation, qui soutient le respect des intérêts collectifs. Cette idéologie est construite contre les voix et les discours ethnonationalistes qui exigent un niveau plus élevé d'autonomie régionale et de décentralisation. Parmi les piliers les plus importants caractérisant les réformes de Medemer, on peut illustrer la consolidation d'une démocratie dynamique et pluraliste, avec une révision des lois restrictives existantes et une attention particulière au principe de parité hommes-femmes. Le deuxième pilier des réformes se réfère à l'objectif de vitalité économique et à la transformation du pays d'une économie agricole à une économie manufacturière. L'intégration régionale et la coopération avec les autres États reflètent un autre facteur assurant le développement de la réforme de Medemer (Mokaddem, 2019 : 3-4).

Le report des élections législatives initialement prévues pour août 2020 a été perçu comme une mesure inconstitutionnelle et comme un choix favorable à l'extension et à l'assurance du pouvoir d'Abiy. En conséquence, les dirigeants du Tigré ont établi leurs propres élections au conseil d'État le 9 septembre 2020. Cette situation a amené chaque acteur à percevoir l'autre avec illégitimité : d'un côté, le gouvernement n'a pas reconnu le résultat des élections au Tigré, tandis que de l'autre, le TPLF a vu le gouvernement avec suspicion et manque de crédibilité. Le 4 novembre 2020, le gouvernement a accusé le TPLF d'attaquer plusieurs bases militaires fédérales au Tigré et, par conséquent, Abiy a annoncé le début des opérations militaires dans la région, ces actions étant officiellement définies comme des opérations d'application de la loi. Bien que le gouvernement ait favorisé une justification défensive, le TPLF a nié cette accusation, laissant entendre que cette guerre avait été initiée par Abiy dans le but de consolider son pouvoir (Blanchard, 2021 : 5). Il y a, en effet, des voix critiques soulignant que le gouvernement a attendu le bon moment pour lancer ce conflit afin de réduire l'attention internationale à ce qui se passait en Éthiopie. Dans ce contexte, il faut mentionner que les élections américaines de 2020 ont eu lieu en même temps.

Ethnonationalisme ou éthiopianisme ?

La guerre dans la région de Tigré a déstabilisé le pays, mettant l'accent sur un conflit entre deux visions opposées concernant la structure de l'État, à savoir : celle du fédéralisme ethnique (soutenu notamment par les Tigréens) et deuxièmement, celui d'un État plus centralisé et unitaire (une vision soutenue par l'actuel Premier ministre, Abiy Ahmed). Alors que la seconde vision a soulevé les attentes positives de la population éthiopienne, elle a été appliquée avec plusieurs déficiences, conduisant à la confusion de la population concernant l'avenir du pays et la forme de l'État que l'Éthiopie devrait adopter. Bien qu'Abiy Ahmed soit venu initialement avec une vision d'unité et de synergie, les racines de l'expérience fédérale ethnique ne pouvaient pas être simplement et soudainement effacées dans la mesure où pendant la période de l'EPRDF, les citoyens ne pouvaient participer à la vie politique de l'Éthiopie que par l'identification à un groupe ethnique particulier. L'identification ethnique est toujours importante en Éthiopie et une unité forcée par la désintégration de l'opposition et la punition du non-respect du régime ne peut que susciter la méfiance des citoyens. En outre, le retrait du TPLF du pouvoir, bien que soutenu par une partie importante des Éthiopiens en raison du mépris de la population pour les Tigréens, n'était pas accompagné d'une solution pour leur intégration ultérieure. Bien que décrit comme un groupe ethno-nationaliste abusif qui a réduit le pays à un faux fédéralisme, les Tigréens devaient être en quelque sorte intégrés dans le système récemment établi. La vision centralisée d'Abiy comprenait non seulement des stratégies d'exclusion, mais aussi l'utilisation de la violence contre certaines communautés ethniques, comme les Tigréens. Fournir une solution militaire à une question idéologique s'avère être un plan incohérent et trompeur, qui ne fait qu'accentuer le problème dans l'État. Par conséquent, la transition récente dans le pays peut être considérée comme un échec dans la mesure où elle n'a pas atteint son objectif de contribuer à la création d'une identité éthiopienne. L'identification ethnique dans le pays est encore plus importante que l'identification nationale et cette affirmation est également soutenue par les statistiques de l'Afrobaromètre. Par exemple, dans une enquête publiée en 2020, les statistiques de l'Afrobaromètre soulignent que 17,2 % de la population se sent plus « groupe ethnique » qu'« identité nationale », comparativement à 7,2 % qui se sent plus « identité nationale » que « groupe ethnique » (Afrobaromètre, 2020 : 65). Il est important de souligner que l'identification à l'identité ethnique plutôt qu'à l'identité nationale peut suggérer une forme de protection de la population contre une gouvernance abusive qui a refusé d'adopter des stratégies inclusives pour diriger le pays.

De l'autre côté, tout en faisant référence à l'impact du fédéralisme ethnique en Éthiopie, on peut mentionner que ce système a également été critiqué au niveau international pour avoir favorisé la conscience ethnique, le caractère distinctif, les sentiments d'appartenance à un groupe et, finalement, le désir de sécession (Temesgen, 2015 : 50). Dans ce système, l'identification ethnique est devenue la principale identité politique sur laquelle la fédération a été organisée, conduisant à une lutte pour la suprématie parmi les trois plus nombreux groupes ethniques du pays. En même temps, la constitutionnalisation de l'ethnicité impliquait l'identification des citoyens éthiopiens à leur identité ethnique, affectant l'intégrité même de l'État éthiopien (Bayu, 2022 : 106). En outre, la position dominante de l'ethnie tigréenne a conduit aux plaintes des communautés Amhara et Oromo, qui ont perçu les Tigréens comme les colonisateurs du pays, qui n'ont pas mis en place un véritable type de fédéralisme, mais qui ont abordé la question de la nationalité afin de renverser la domination des Amhara. Il est important de noter que la même structure a été maintenue jusqu'à présent, seulement que les Tigréens se sentent maintenant comme la communauté marginalisée. Ainsi, comme on peut le constater, même au sein du système ethnique fédéral, le principal problème dans l'État était le besoin des communautés ethniques d'avoir plus d'autonomie en raison de la position inégale entre ces groupes.

En tant que tel, l'émergence du conflit au Tigré représente un symbole du principal problème du pays, à savoir le désaccord des groupes ethniques concernant la structure de l'État, ainsi que leur perception commune d'être discriminés (victimes) et dominés par « l'autre » (qui est, par conséquent, l'agresseur). La perception constante de la marginalisation détermine les communautés en Éthiopie à mettre davantage l'accent sur l'importance de l'identité ethnique, qui devient plus importante que la nationale. Alors que les Tigréens et les Oromo réclament plus d'autonomie et un État de type fédéral, la communauté des Amhara soutient la direction de la centralisation, suggérant que la politique doit être fondée sur des idées et non sur l'identité. Les différents objectifs et attentes de ces communautés sont le résultat de leur relation antérieure avec « l'autre », qui a toujours été perçu comme subjuguant et dominant. La perception d'être marginalisé crée le besoin de mettre fin à cette oppression et de devenir un acteur qui domine lui-même.

Le discours d'Abiy Ahmed dans lequel il promettait « d'enterrer l'ennemi », à savoir la communauté tigréenne, a contribué à la radicalisation et à l'aliénation de ces rebelles, qui sont également privés de l'aide de la communauté internationale. À travers la stratégie discursive de diaboliser l'adversaire, les Tigréens ont été dépeints comme l'ennemi de la nation en raison de leur ferme attachement

au système de fédéralisme ethnique. Le discours de Tigréens, de l'autre côté, considère que la période EPRDF a été une ère d'harmonie brutalement terminée par la montée au pouvoir d'Abiy Ahmed, qui a été le déclencheur des conflits actuels dans le pays. De plus, les Tigréens suggèrent que leurs terres ont été envahies et que leur droit à l'autodétermination a été volé par le régime actuel. Ainsi, ils accusent le gouvernement de jeter les bases d'un système impérial dominé par la vision et l'identité spécifique de l'ethnie Amhara. Ils accusent aussi la rhétorique trompeuse d'Abiy, qui utilise les leitmotivs de la démocratie et de la réconciliation pour convaincre les masses et, en même temps, pour consolider ses plans de pouvoir et de centralisation.

Un autre problème de ce conflit est illustré par la contradiction entre la déclaration initiale d'Abiy de mener une opération de maintien de l'ordre au Tigré et sa collaboration ultérieure avec l'Érythrée, qui représente une armée étrangère. Bien que le gouvernement de l'Érythrée et celui de l'Éthiopie aient longtemps nié la présence des troupes érythréennes au Tigré, en avril 2021, l'Érythrée a reconnu son implication dans la guerre en raison de la pression internationale croissante. De plus, les violences commises contre l'ethnie tigréenne, ainsi que l'action du gouvernement éthiopien de bloquer l'aide internationale au Tigré, suggèrent une gestion fragile et biaisée de la crise et donc l'échec de la mise en œuvre des réformes Medemer. Le but de l'unité et surtout d'un système de gouvernement unitaire centralisé ne peut être atteint par une annulation soudaine des identités ethniques tant que le système fédéral ethnique est toujours soutenu par certains groupes dans le pays.

Ainsi, sur la base des informations présentées dans cet article, le conflit dans la région du Tigré peut être analysé à travers trois perceptions distinctes. Tout d'abord, le conflit est le résultat du fait qu'Abiy ne savait pas comment gérer le refus des Tigréens d'accepter le nouveau statu quo, dans lequel ils ont perdu l'influence fédérale au sein de l'État. En même temps, le conflit peut être analysé comme une question de consolidation du pouvoir par l'action de supprimer les adversaires ou les ennemis potentiels. Troisièmement, la situation au Tigré reflète la perception ou le sentiment constant des groupes ethniques d'être marginalisés ou exclus en Éthiopie. Ainsi, cette perception a créé le besoin de reconnaissance, qui peut se matérialiser de manière agressive. Cette perception, qui a été construite à travers la stratégie de survalorisation de l'ethnicité particulière au détriment de l'identité nationale, doit être sagement acceptée et gérée par le nouveau leadership. À cet égard, la solution pour parvenir à la paix en Éthiopie ne peut pas impliquer un changement soudain et définitif de la forme de l'État, mais plutôt la mise en œuvre d'un système qui tient compte des spécificités ethniques

tout en renforçant l'importance de l'identité nationale. Un dialogue de type consociatif doit définitivement s'établir et des négociations interethniques doivent être développées afin de parvenir à un accord de cessez-le-feu. Une forme de gouvernement inclusive, qui représenterait le symbole des intérêts et des désirs collectifs des principales ethnies en Éthiopie, peut garantir l'identification d'une solution appropriée pour mettre fin au conflit dans le pays.

Bibliographie

- Aalen, L. 2002. « Ethnic Federalism in a Dominant Party State: The Ethiopian Experience 1991-2000 », CMI Reports, *Development Studies and Human Rights*, p. 1.
- Aalen, L. 2020. « The Revolutionary Democracy in Ethiopia: A Wartime Ideology both shaping and shaped by Peacetime Policy Needs ». *Government and Opposition*, vol. 55, no. 4, p. 3-7.
- Abbink, J. 1995. « Breaking and making the state: The dynamics of ethnic democracy in Ethiopia ». *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 13, no. 2, p. 152.
- Abbink, J. 2011. « Ethnic based federalism and ethnicity in Ethiopia: reassessing the experiment after 20 years ». *Journal of Eastern African Studies*, vol. 5, no. 4, p. 597.
- ABCON Plc - Research & Consulting. Summary of Results. 2020. Afrobarometer Round 8 / Survey in Ethiopia. p. 65. [En ligne] : <https://www.afrobarometer.org/publication/summary-results-afrobarometer-round-8-survey-ethiopia-2020-0/> [consulté le 9 septembre 2022].
- Bayu, T. 2022. « Is federalism the source of ethnic identity-based conflict in Ethiopia? ». *Insight on Africa*, vol. 14, no. 1, p. 106.
- Behailu, D. 2020. « Medemer in a land of extremes ». *Ethiopia Insight*. [En ligne] : <https://www.ethiopia-insight.com/2020/02/16/medemer-in-a-land-of-extremes/> [consulté le 24 mai 2022].
- Blanchard, L. 2021. « Ethiopia's Transition and the Tigray Conflict ». *Congressional Research Service*, p. 5.
- Crisis Group Africa. 2021. Finding a path to peace in Ethiopia's Tigray Region. Nairobi / Brussels. [En ligne] : <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/ethiopia/167-finding-path-peace-ethiopias-tigray-region> [consulté le 9 septembre 2022].
- Directorate for Sub-Saharan Africa. General Country of Origin Information Report Ethiopia. 2021. p. 7. [En ligne] : <https://www.government.nl/documents/directives/2021/02/04/general-country-of-origin-information-report-ethiopia-february-2021> [consulté le 18 juin 2022].
- Farole, S. 2020. « Ethiopia's Tigray Conflict reflects unresolved ethnic tensions ». *The Washington Post*. [En ligne] : <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/11/24/ethiopias-tigray-conflict-reflects-unresolved-ethnic-tensions/> [consulté le 18 juin 2022].
- Fessha, Y. 2019. « Ethiopia's ethnic federalism: Part of the Problem or Part of the Solution ». [En ligne] : <https://verfassungsblog.de/ethiopias-ethnic-federalism-part-of-the-problem-or-part-of-the-solution> [consulté le 9 septembre 2022].
- Gebreluel, G. 2019. « Ethiopia's Prime Minister wants to change the ruling coalition. Who's getting left out? ». *The Washington Post* [En ligne] : <https://www.washingtonpost.com/politics/2019/12/23/ethiopias-president-wants-change-ruling-coalition-whos-getting-left-out/>, [consulté le 10 septembre 2022].
- Gemechu, M. 2022. « How Abiy Ahmed betrayed Oromia and endangered Ethiopia ». *Foreign Policy*. [En ligne] : <https://foreignpolicy.com/2022/01/25/abiy-ahmed-ethiopia-qeerroo-romia-betrayed/> [consulté le 18 juin 2022].
- Hagmann, T. Abbink, J. 2011. « Twenty years of revolutionary democratic Ethiopia, 1991 to 2011 ». *Journal of Eastern African Studies*, vol. 5, no. 4, p. 582-584.

International Crisis Group. 2020. Toward an End to Ethiopia's Federal-Tigray Feud. Addis Ababa/Nairobi/Brussels. [En ligne] : <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/ethiopia/b160-toward-end-ethiopias-federal-tigray-feud> [consulté le 10 septembre 2022].

Joireman, S. 1997. « Opposition Politics and Ethnicity in Ethiopia: We Will All Go down Together ». *The Journal of Modern African Studies*, vol. 35, no. 3, p. 392-398.

Mokaddem, S. 2019. « Abiy Ahmed's Medemer Reforms: Can it ensure sustainable growth for Ethiopia and what are the challenges facing the new government? ». *Policy Center for the New South*, PB-19/08, p. 3-4.

Olika, T. 2012. « Political Violence in Ethiopia: Some Reflections on the *Red Terror* and its Legacies ». *Ethiopian Journal of the Social Sciences and Humanities*, vol. 8, no. 1, p. 68.

Pellet, P. 2021. « Understanding the 2020-2021 Tigray Conflict in Ethiopia; Background, Root Causes and Consequences », Institute for Foreign Affairs and Trade, p. 11.

Temesgen, S. 2015. « Weakness of Ethnic Federalism in Ethiopia ». *International Journal of Humanities and Social Science Invention*, vol. 4, no. 11, p. 50.

Teshome, W. Zahorik, J. 2008. « Federalism in Africa: The Case of ethnic based Federalism in Ethiopia ». *International Journal of Human Sciences*, vol. 5, no. 2, p. 9.

Van der Beken, C. 2007. «Ethiopia: From a Centralised Monarchy to a Federal Republic». *Afrika Focus*, vol. 20, no. 1-2, p. 22.